

DANS L'INTERNATIONALE

LETTRE DES ÉTATS-UNIS

La crise industrielle. — La catastrophe de Calumet

Chicago, 7 janvier 1914.

Depuis un certain nombre de mois, les États-Unis souffrent d'une dépression industrielle. Les conditions sont devenues si mauvaises, que cinq millions d'ouvriers sont sans travail. Dans un pays rempli des machines les plus modernes et qui produit d'abondantes récoltes, on voit de nouveau cet anachronisme : des centaines de milliers d'ouvriers mourant littéralement de faim. La classe des employeurs, d'ailleurs, est aussi touchée : beaucoup de banques et d'entreprises commerciales ont fait faillite. Et l'horizon industriel s'assombrit encore et devient de plus en plus sinistre. Les perspectives sont très incertaines.

Cette dépression a évidemment un caractère artificiel et voulu. Le gouvernement actuel a fait voter beaucoup de lois visant à restreindre le pouvoir des grands trusts, et à favoriser les intérêts du petit commerce. Une des plus importantes parmi les mesures adoptées est le *Currency bill*, destiné à décentraliser l'organisation des banques, en brisant ainsi le trust du numéraire, pour prévenir les crises de la nature de la crise actuelle.

* * *

Dans le système en vigueur, les banques sont tenues de conserver, à titre de fonds de réserve, une certaine proportion de leurs dépôts. Elles sont autorisées à placer une partie de ces valeurs dans des établissements désignés sous le nom de banques de réserve, principalement à New-York. Il se trouve ainsi qu'un petit nombre de banques disposent, en fait, de la totalité des valeurs de toutes les banques. Il en résulte un trust du numéraire, qui peut, à chaque instant, produire à volonté un resserrement des conditions financières et par conséquent une dépression industrielle. Le nouveau système institué de huit à douze banques gouvernementales destinées à recevoir les réserves des banques privées. Chacune de ces banques gouvernementales aura le droit d'avancer de l'argent à une banque privée jusqu'à concurrence de la totalité du chiffre de ses dépôts. Les banques pourront ainsi, à chaque instant, transformer en argent

comptant la totalité de leur portefeuille, tandis que précédemment elles dépendaient, pour le comptant, des grandes banques où leurs réserves étaient placées ; lorsque celles-ci leur refusaient du comptant, elles se trouvaient acculées à la faillite quoique leurs coffres-forts fussent garnis de papier commercial sérieux.

* * *

Naturellement les grands financiers ne sont pas contents de la destruction d'un système qui leur permettait de disposer en fait de l'actif de toutes les banques, sans avoir besoin d'en être les propriétaires. Ils ont provoqué la crise actuelle comme une protestation contre l'intervention du gouvernement dans les affaires commerciales. Leurs grandes banques se sont refusées à consentir des avances ; les chemins de fer ont réduit leurs dépenses ; les aciéries se sont fermées ; les grands journaux ont commencé à annoncer la « crise » : et bientôt la confiance, sur laquelle repose l'organisation du capitalisme moderne, a été ébranlée, et la crise voulue s'est trouvée déclanchée. Il est instructif de noter que, tandis que les grands capitalistes appliquent, pour leur avantage, la méthode de l'action directe sur le système industriel, les directeurs du mouvement ouvrier ne manifestent pas la plus légère velléité d'user du talion à leur égard : ces messieurs se croisent tranquillement les bras, et se contentent d'organiser d'humbles pétitionnements pour le soulagement des ouvriers sans travail.

* * *

Le 24 décembre a eu lieu à Calumet (Michigan) l'un des drames les plus tragiques qu'ait jamais présentés l'histoire du travail en Amérique. Depuis cinq mois, vingt mille serfs du trust du cuivre étaient en grève. N'ayant pas encore d'organisation, ils avaient travaillé, durant des années, dans des conditions rarement égalées, même dans ce pays. Les mines sont les plus profondes du monde entier, — 8000 pieds anglais (environ 2400 mètres) — la température y est intolérable, le cuivre est un poison dangereux, les salaires sont plus bas qu'ils n'étaient en 1886, quoique le prix des denrées de première nécessité ait doublé. Cet état de choses, et les méthodes barbares de terrorisme qui sont en usage dans les entreprises des trusts, finirent par provoquer chez ces malheureux exploités un mouvement de révolte : ils s'organisèrent et entrèrent dans la fameuse *Western Federation of Miners*, qui se chargea de la direction de leur grève. Une fois la lutte engagée contre les barons du cuivre et leurs puissants alliés, la faim et les rigueurs du climat, ils soutinrent vaillamment la bataille.

Le 24 décembre, ils avaient préparé une fête de Noël dans le local de leurs réunions. De modestes cadeaux avaient été distribués aux centaines d'enfants qui se pressaient dans le vaste hall. Au milieu

de la fête, un homme portant l'insigne de la *Citizen's Alliance* (1) montre sa tête à la porte et pousse le cri : *Au feu !* Une effroyable panique s'ensuivit. On se précipita vers l'escalier. Il a été dit que quelqu'un avait placé dans l'escalier des obstacles. Quelle qu'en ait été la cause, les premiers arrivés tombèrent la tête la première du haut de l'escalier en bas. Ceux qui suivaient tombèrent par dessus les premiers. Un horrible monceau de corps empilés, écrasés et étouffés s'accumula au bas de l'escalier.

La pile des corps était si compacte et si haute, que les personnes venant de la rue, après que la panique fut passée, essayèrent vainement de retirer les victimes de dessous l'effrayante avalanche humaine. Il leur fallut pénétrer par les fenêtres dans le bâtiment pour pouvoir déblayer, en commençant par le haut, la masse des morts et des mourants amoncelés. Le nombre des morts n'était pas moindre de soixante-douze, dont onze seulement étaient des adultes.

Un cri d'indignation se fit entendre d'un bout à l'autre des Etats-Unis. Les barons du cuivre, voyant le sentiment du public si fortement soulevé contre eux, annoncèrent hypocritement qu'ils donnaient 25,000 dollars pour le soulagement des familles en deuil. Le camarade Moyer, président de la *Western Federation*, appela cet argent « la rançon du sang », et dit que « les ouvriers américains sauraient eux-mêmes prendre soin des vivants et enterrer les morts ». Disons-le à l'honneur des mineurs affamés, ils refusèrent d'accepter un sou de l'argent de leurs exploiters, et chassèrent les prêtres et les prédicants qui venaient le leur offrir.

Les patrons, furieux de ce refus, en rendirent Moyer responsable. Celui-ci étant venu à Calumet peu après, fut immédiatement assailli par la *Citizen's Alliance*, à coups de trique et à coups de revolver, et expulsé de force de l'Etat de Michigan par des *Pinkerton guards* (2) en armes. Il se trouve maintenant à l'hôpital à Chicago.

Le monde des travailleurs a été profondément remué par ces émouvants incidents. Des centaines de meetings de protestation ont été tenus. Plusieurs militants connus ont engagé les mineurs à s'armer, et à « faire tâter aux hommes de la *Citizen's Alliance* le goût de leur propre médecine ». En attendant, les cheminots et les ouvriers de plusieurs autres Unions continuent à travailler, et aident ainsi les maîtres de la mine à battre les mineurs. Le vrai moyen à employer pour vaincre les barons du cuivre, ce serait une grève générale. On commence à en parler beaucoup parmi les dirigeants ouvriers : il est question de déclarer une grève générale de la métallurgie dans toute l'étendue de l'Union.

W.-Z. FOSTER.

(1) La *Citizen's Alliance* (Alliance des citoyens) est une organisation qui metten t sur pied les patrons en temps de grève. Elle est formée de gens d'affaires et de bandits à gages de toute provenance. Cette organisation se substitue aux autorités civiles ordinaires, et, se moquant de toute loi, règne uniquement par la terreur qu'elle inspire.

(2) C'est une milice privée, organisée par un certain Pinkerton, et qui se met à la solde des capitalistes.